

Question écrite n°1459 - Sujet : Situation des enfants adoptés, en cours de partenariat, par un des parents

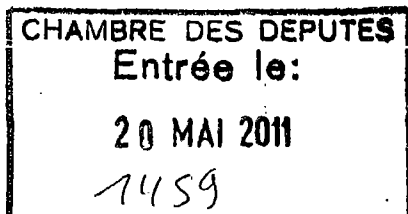
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice

Date limite de réponse à la question : 20-06-2011

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
20-05-2011	Dépôt de la question	Document écrit de la question
20-06-2011	Réponse écrite de Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



Monsieur Laurent MOSAR

Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser quelques questions à Monsieur le Ministre de la Justice relatives aux partenariats légaux et en particulier à la situation des enfants adoptés, en cours de partenariat, par un des partenaires.

Les partenariats connaissent depuis leur introduction en droit luxembourgeois par la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats un succès incontestable. Rien qu'en 2010, 977 partenariats ont été inscrits au répertoire civil. Le projet de loi n° 6172 portant réforme du mariage et de l'adoption tient compte de ce succès et confère aux partenaires un droit conjoint à l'adoption.

Toujours est-il qu'il me paraît que la législation actuelle ne règle pas la situation d'un enfant adopté au cours du partenariat à l'égard du partenaire beau-parent survivant dans l'hypothèse du décès de l'adoptant.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice :

- Combien d'enfants ont été adoptés en cours d'un contrat de partenariat par un des partenaires ?
- Dans l'hypothèse du décès du partenaire adoptant, y-a-t-il moyen pour le partenaire survivant d'acquérir l'autorité parentale sur l'enfant adopté ? Est-ce que l'adoptant peut de son vivant, par exemple par voie testamentaire, disposer que l'enfant adopté soit, en cas de décès, placé sous la garde de son partenaire ?
- Est-ce que le projet de loi n°6172 prévoit des mesures permettant de régler la relation entre l'enfant adopté et le partenaire survivant ?
- Est-ce que Monsieur le Ministre entend légiférer pour clarifier la situation légale des partenaires beaux-parents ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Kemp-Arendt
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 22 juin 2011

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
22 JUIN 2011

Personne en charge du dossier:
Pélagie Ngo No
☎ 247 - 82962

Réf.: 2010 - 2011 / 1459 - 02

Objet: *Réponse à la question parlementaire n° 1459 du 20 mai 2011
de Madame la Députée Nancy Arendt épouse Kemp.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Justice à la question parlementaire sous objet, concernant la situation des enfants adoptés, en cours de partenariat, par un des parents.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 20 juin 2011
Réf. N° QP-27/11

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 21 JUIN 2011	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame la Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1459 du 20 mai 2011 de l'honorable Députée
Nancy Kemp-Arendt

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire
sous rubrique.

Je vous prie, Madame la Ministre, de croire en l'expression de mes sentiments très
distingués.

François BILTGEN
Ministre de la Justice



**Réponse à la Question parlementaire n°1459 du 20 mai 2011 de l'Honorable Députée
Madame Nancy Kemp-Arendt**

La Question parlementaire donne lieu aux observations suivantes :

- Le Ministère de la Justice ne disposant pas de statistiques sur les adoptions qui auraient été faites au cours d'un contrat de partenariat enregistré par un des partenaires, le Ministre n'est pas en mesure de fournir des précisions à cet égard.
- Concernant le sort d'un enfant adopté en cas de décès de l'adoptant qui serait un partenaire engagé dans un partenariat, toute décision qui concerne le sort de cet enfant adopté prendra en considération l'intérêt supérieur de l'enfant conformément aux droits international et national. Ainsi le Code civil prévoit qu'en cas de décès de l'adoptant, il y a lieu à administration légale sous contrôle judiciaire ou ouverture d'une tutelle selon les cas. Le droit individuel de choisir un tuteur, parent ou non, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère, sous les conditions prévues dans le code civil. Ce droit peut être exercé soit par un acte de dernière volonté soit par déclaration faite ou devant le juge de paix, assisté de son greffier, ou devant notaire. Le juge des tutelles exerce une surveillance générale sur les administrations légales et les tutelles de son ressort.
- Le projet de loi n° 6172 portant réforme du mariage et de l'adoption propose plusieurs mesures permettant de régler au mieux les relations entre l'adoption simple d'un enfant et le ou les adoptants engagés dans un partenariat enregistré. Le projet de loi prévoit l'ouverture de l'adoption aux partenaires au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 de sexe différent et de même sexe, ou encore l'ouverture de l'adoption de l'enfant du partenaire « Stiefkindadoption ».
- La question de l'honorable Députée de savoir si le Ministre de la Justice entend légiférer ne se pose plus alors qu'il a déposé le projet de loi n° 6172 en date du 10 août 2010 et qu'il appartient désormais à la Chambre des Députés de finaliser le projet.